

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2020**

26 avril 2019
Français
Original : anglais

Troisième session
New York, 29 avril-10 mai 2019

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Document de travail présenté par la Fédération de Russie

1. Aujourd'hui, l'une des difficultés auxquelles se heurte le régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est un sérieux obstacle à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).
2. Le TICE constitue une mesure efficace dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Son principal objectif est de freiner efficacement la mise au point d'armes nucléaires et de mettre fin à l'amélioration qualitative et quantitative de ces armes.
3. Le TICE est un instrument essentiel du régime du Traité sur la non-prolifération, dans le préambule duquel est rappelée la détermination de « chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et de poursuivre les négociations à cette fin ». L'obligation de conclure le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires était une importante condition préalable à la prorogation du Traité sur la non-prolifération pour une durée indéfinie lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation. L'importance et l'urgence d'assurer l'entrée en vigueur rapide du TICE a été la première des treize mesures pratiques en faveur de la non-prolifération et du désarmement approuvées à la Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000.
4. Dans son document final, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a réaffirmé que les dispositions de l'article V du Traité, qui concernaient les applications pacifiques des explosions nucléaires, devaient être interprétées à la lumière du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Elle a souligné l'importance fondamentale de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en tant que pierre angulaire du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires, ainsi que la volonté des États dotés d'armes nucléaires de respecter leurs moratoires respectifs sur les explosions nucléaires expérimentales, en attendant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais. Elle a décidé que tous les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à ratifier le Traité d'interdiction complète des



essais nucléaires dans les plus brefs délais, étant entendu que toute décision favorable de leur part stimulerait le processus de ratification de ce traité.

5. Au cours de l'actuel cycle d'examen du TNP, la situation concernant le TICE a considérablement évolué. Pour la première fois, les États-Unis d'Amérique, principal État visé à l'annexe 2 du TICE, ont déclaré ouvertement qu'ils n'appuieraient plus la ratification du Traité. Dans la révision de la position nucléaire effectuée en 2018, Washington a déclaré qu'elle pourrait reprendre les explosions nucléaires expérimentales, afin d'assurer, si nécessaire, la sûreté et l'efficacité de l'arsenal nucléaire des États-Unis. Ces mesures sont prises pour améliorer la disponibilité opérationnelle du site de sécurité nationale du Nevada (« Nevada National Security Site ») en vue de la reprise des explosions nucléaires expérimentales.

6. La décision prise par les États-Unis est contraire à l'article 18 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ainsi qu'à l'objet et au but du TICE. Compte tenu des conditions d'entrée en vigueur du TICE, énoncées dans le Traité, le refus des États-Unis de ratifier le Traité constitue une difficulté insurmontable qui empêche l'entrée en vigueur de ce dernier comme instrument juridique international et dévalorise les efforts internationaux destinés à encourager les autres États visés à l'annexe 2 à adhérer audit Traité. Ainsi, l'avenir du traité quasi universel signé par 184 États et ratifié par 168 États est pris en otage par un seul État.

7. Dans ce contexte, une pression accrue a été récemment exercée sur les pays devant abriter les installations du système de surveillance international prévues par le TICE afin qu'ils implantent sans délai ces installations et transfèrent en permanence des données au Centre international de données de Vienne. Des tentatives systématiques ont été faites pour renforcer les capacités du régime de vérification du CITE et conférer à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) des fonctions et des tâches qui vont au-delà de la résolution de 1996 sur la création de l'Organisation.

8. Les actions susmentionnées témoignent d'une politique délibérée visant à obtenir une application à titre provisoire du mécanisme de vérification du TICE, dans un cadre plus large même que celui prévu par le Traité. Dans le même temps, le TICE lui-même resterait non opérationnel pour une durée indéfinie.

9. Des propositions d'« application à titre provisoire » du TICE ont été formulées au cours des négociations sur le Traité et après la mise en place de la Commission préparatoire de l'OTICE. Cette question a été examinée, notamment avec le concours du service juridique du secrétariat de la Commission et des États Membres. Les débats engagés sur la question ont montré qu'une « application à titre provisoire » pourrait ralentir le processus de ratification du Traité par les États qui ne l'ont pas signé ou ratifié et même compromettre les efforts visant à assurer son entrée en vigueur.

10. En particulier, aux termes de l'Article XIV du TICE (« Entrée en vigueur »), le Traité n'entre en vigueur qu'après « la date de dépôt des instruments de ratification de tous les États indiqués à l'Annexe 2 du Traité ». Les conditions requises pour l'entrée en vigueur du Traité et fondées sur sa ratification par 44 États dotés d'importantes capacités nucléaires, sont équilibrées et optimales. Cette formule prévoit un lien étroit entre le volet du Traité lié à la non-prolifération et son caractère universel. Le Traité ne prévoit pas d'autres prescriptions à cet égard.

11. En outre, le paragraphe 2 de l'Article XIV dispose que « si le présent Traité n'est pas entré en vigueur trois ans après la date de l'anniversaire de son ouverture à la signature, le Dépositaire convoque, à la demande de la majorité des États ayant déjà déposé leur instrument de ratification, une conférence desdits États. Ceux-ci déterminent à cette conférence dans quelle mesure la condition énoncée au paragraphe 1 a été remplie, puis se penchent et se prononcent par consensus sur les

mesures qui pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée ». Lors de telles conférences, aucune décision consensuelle n'a été prise sur une éventuelle « application à titre provisoire » du Traité.

12. L'article 25 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, en date du 23 mai 1969, intitulé « Application à titre provisoire », dispose qu'« un traité ou une partie d'un traité s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur : a) si le traité lui-même en dispose ainsi » – comme chacun le sait, il n'existe aucune disposition de cette nature dans le TICE – « ou b) si les États ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus d'une autre manière » – il n'existe pas non plus d'arrangement de ce type.

13. Au titre du même article, « l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un État prend fin si cet État notifie aux autres États entre lesquels le traité est appliqué provisoirement son intention de ne pas devenir partie au traité ». Si un accord sur l'« application à titre provisoire » du TICE est conclu, il est à craindre que les États qui ont déjà ratifié le Traité puissent révoquer en toute légalité leur consentement à être liés par le celui-ci. Une telle évolution non seulement pourrait compromettre tous les efforts déployés pour que le Traité puisse entrer en vigueur, mais encore risque de compliquer davantage encore la situation concernant le Traité.

14. La Fédération de Russie confirme qu'elle reste attachée au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dont elle est fermement convaincue que l'entrée en vigueur rapide constituera une mesure importante pour renforcer le régime de non-prolifération dans son ensemble. Nous invitons les États à intensifier leurs efforts conjoints ciblés de manière à permettre l'entrée en vigueur rapide du Traité, dans le plein respect de son article XIV.
